



one firm worldwide



## **Qualité de l'air intérieur dans les ERP : éléments d'actualité**

**ATMOS' FAIR 2014 – 24 septembre 2014**

Elodie Simon / Anne-Caroline Urbain - Avocats

## Eléments factuels

- Travaux de revêtement (pose de moquettes, peinture) et installation de mobiliers (articles de puériculture, lits pour enfants) dans une crèche privée de 50 enfants.
- Signalements, consécutifs à la réouverture de la crèche, de maux de tête persistants et irritations (peau, yeux, voies respiratoires) des enfants.
- Prélèvements et analyses de polluants par un organisme accrédité.
- Résultats : une concentration supérieure à 200 µg/m<sup>3</sup> en **formaldéhyde** est relevée dans 2 des pièces de la crèche.

# Éléments factuels

## Un état des lieux préoccupant

Les enfants passent près de 90 % de leur temps dans des espaces clos (logement, moyens de transport, école/crèche, lieux de loisirs...). En France, chez les enfants de moins de 15 ans, 10 % des garçons et 6 % des filles ont déjà eu de l'asthme. C'est une des principales causes de l'absentéisme à l'école. En population générale, le nombre d'asthmatiques est passé de 5,8 % en 1998 à 6,7 % en 2006. Les milieux socio-économiques défavorisés sont les plus touchés. Le remboursement des traitements anti-asthmatiques a enregistré une hausse de 60 % en sept ans, pour atteindre 970 millions d'euros en 2007.

**Source :** Ministère de l'écologie, du développement durable, du transport et du logement, Dossier de presse « Mesures pour améliorer la qualité de l'air intérieur », 6 janvier 2012, p. 8.



# **Éléments de réponse**

**I. Réglementation**

**II. Modalités de mise en œuvre de la surveillance de la QAI**

**III. Obligations en matière de surveillance de la QAI dans certains ERP**

**IV. Responsabilités**

# I. Réglementation

## Réglementation relative à la QAI

- C. env., art. L. 220-1 et suivants
- C. env., art. R. 221-29 : valeurs-guides pour l'air intérieur pour le **formaldéhyde** et le benzène

## Réglementation relative à la QAI dans certains ERP

- C. env., art. R. 221-30 et s. : surveillance de la qualité de l'air intérieur dans certains ERP
  - Ex d'ERP concernés : **établissements d'accueil collectifs d'enfants de moins de six ans** et écoles maternelles, écoles élémentaires, accueils de loisirs et établissements d'enseignement du second degré, etc.
- Décret n° 2012-14 du 5 janvier 2012 relatif à l'évaluation des moyens d'aération et à la mesure des polluants effectuées au titre de la surveillance de la QAI de certains ERP

## II. Modalités de mise en œuvre de la surveillance de la qualité de l'air intérieur dans certains ERP

| Type d'établissement (1)  | Échéances réglementaires                    |
|---|---|
| <b>Etablissements d'accueil collectif d'enfants de moins de six ans et écoles maternelles</b> | <b>Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015</b> |
| Ecoles élémentaires   | Avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2018       |
| Accueils de loisirs et établissements d'enseignement du second degré                          | Avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2020       |
| Autres établissements   | Avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2023       |

| Paramètres          | Valeurs guides (2)                                |  | Valeurs d'investigations complémentaires |
|---------------------|---|--|--|
| <b>Formaldéhyde</b> | <b>30 µg/m3</b><br>(1 <sup>er</sup> janvier 2015) | 10 µg/m3<br>(1 <sup>er</sup> janvier 2023) | > 100 µg/m3                              |
| Benzène             | 5 µg/m3<br>(1 <sup>er</sup> janvier 2013)         | 2 µg/m3<br>(1 <sup>er</sup> janvier 2016)  | > 10 µg/m3                               |
| Confinement (CO2)   | -   | -  | Indice de confinement : 5                |

(1) Décret n° 2011-1728 du 2 décembre 2011

(2) Décret n° 1727-1727 du 2 décembre 2011



### III. Obligations en matière de surveillance de la QAI dans certains ERP

#### Responsables

- Responsabilité de premier rang du **propriétaire** de l'ERP
- Responsabilité de second rang de l'**exploitant** de l'ERP
  - En cas de stipulations contractuelles en ce sens
  - En l'absence de propriétaire identifié

#### Obligations

- Faire procéder, à ses frais, à une surveillance de la QAI à l'intérieur de l'établissement tous les 7 ans



**Surveillance** : évaluation des moyens d'aération dans les bâtiments + campagne de mesures des polluants à réaliser par organismes accrédités

- Communiquer les résultats aux personnes fréquentant l'ERP
- En cas de dépassement, engager à ses frais toute expertise pour identifier les causes et les mesures correctrices

## IV. Responsabilités

### Responsabilité administrative

- Pas de sanctions administratives spécifiques prévues
- Possibilité d'étendre d'autres dispositifs réglementaires ?

### Responsabilité pénale

- **Infractions spécifiques prévues par la réglementation en matière de QAI (C. env., art. R. 226-16)**
  - Amende de 1 500 € (contravention de 5<sup>e</sup> classe) pour le propriétaire/exploitant ne réalisant pas ou hors délai la surveillance
  - Amende de 1 500 € pour les organismes intervenant dans les établissements sans accréditation
  - Quintuple pour les personnes morales (C. pen., art. 131-41)
- **Délit de pollution de l'air (C. env., art. L.226-9) ?**



# IV. Responsabilités

## Responsabilité pénale (suite)

- **Infractions générales**
  - **Délit de mise en danger de la vie d'autrui (C. pén., art. 223-1)**
    - Cass. crim., 30 octobre 2007, n° 06-89.365 (Métal Blanc) : contamination du sol d'une aire de jeux dans un village par des substances irradiantes et cancérigènes (plomb). Le délit est constitué en ce que l'exposition directe des demandeurs à un risque immédiat de mort ou de blessures graves est caractérisée.
    - CA Douai, 6 mars 2008, n° 07/02135 : responsabilité d'un fabricant de chaudières industrielles et de son dirigeant pour mise en danger d'autrui.
  - **Atteinte involontaire à l'intégrité de la personne d'autrui (C. pén., art. 222-19 et 222-20)**

# IV. Responsabilités

## Responsabilité civile

- **Responsabilité contractuelle** (C. civ., art. 1147)
  - Entre le propriétaire/exploitant et le prestataire ayant effectué les travaux
  - Entre le producteur/fournisseur de mélanges et d'articles contenant du formaldéhyde et le maître d'ouvrage (REACH-CLP)
- **Responsabilité délictuelle** (C. civ., art. 1382 et s.)
  - Du propriétaire/exploitant à l'égard des tiers
    - Responsabilité pour faute (C. civ., art. 1382)
    - Responsabilité pour imprudence (C. civ., art. 1383)
    - Responsabilité du fait des choses (C. civ., art. 1384)
  - Du propriétaire/exploitant à l'égard du producteur/fournisseur de mélanges et d'articles contenant du formaldéhyde (REACH)
- **Responsabilité de l'employeur**



one firm worldwide



**Merci de votre attention !**

**Elodie Simon** – [elodiesimon@jonesday.com](mailto:elodiesimon@jonesday.com)

**Anne-Caroline Urbain** – [aurbain@jonesday.com](mailto:aurbain@jonesday.com)